

La lettre électronique de

RESO - 19 mai 2004



Chers amis,

Vous trouverez ci-joint le journal de Résistance sociale d'avril (format word et PDF) ainsi que la vie de notre association, la fraternité militante et les dernières nouvelles du Front Social

En vous souhaitant bonne lecture,
Salut et Fraternité !

Marinette BACHE,
Présidente de Résistance sociale

NB : Pour ceux d'entre vous qui ne disposent pas du logiciel Adobe Acrobat Reader. Celui-ci est téléchargeable gratuitement à l'adresse suivante : <http://www.adobe.fr/products/acrobat/readstep2.html>
De plus, suite à certaines demandes, un journal en format word (donc un peu décalé) est joint. Vous pouvez ainsi facilement utiliser les articles

Pour toute correspondance :
resistance.sociale@laposte.net
Notre site : <http://membres.lycos.fr/resistancesociale>

Attention pour cette adresse ne pas mettre www

Téléphone : 06 74 79 05 10

Adhésion 2004 : 15€

Abonnement journal 12 numéros : 5 €

Adresse postale : RESO - 5 place Georges Brassens – 78260 ACHERES

I - La vie de l'association

- ***A votre agenda !***

AG de RESO, Réservez votre samedi 26 juin 2004 à 9 heures. Les AG sont ouvertes aux adhérents à jour de cotisation et sympathisants désirant nous rejoindre.

- J' invite tous ceux qui le souhaitent à adhérer ou à renouveler leurs cotisations, ainsi vous pourrez recevoir tous les documents publiés par RESO et participer à la vie de cette association, qui ne peut malheureusement pas vivre sans contributions intellectuelles et financières. Le tarif de base est de 15 euros, mais notre trésorière n'a rien contre ceux qui peuvent verser plus (chèque à l'ordre de RESO)

II - Les nouvelles du front social

Réforme de la Sécu: Douste-Blazy est confiant... les syndicats beaucoup moins

Le ministre de la Santé, Philippe Douste-Blazy, qui a entamé ce matin une série de consultations avec les syndicats, le patronat et la Mutualité, a salué "une volonté commune d' y arriver" bien que son projet de réforme de la sécu essuie des critiques des partenaires sociaux. M. Douste-Blazy a dévoilé, lundi soir, les grandes lignes d' une réforme de l' assurance maladie "basée sur 9 à 10 milliards" d' économies "sur les dépenses" et "4 à 5 milliards" de recettes nouvelles.

Le ministre de la Santé et son secrétaire d' Etat, Xavier Bertrand, devaient rencontrer, mardi matin, après le secrétaire général de FO, Jean-Claude Mailly, son homologue de la CFE-CGC, Jean-Luc Cazettes. L' après-midi, Bernard Thibault (CGT), François Chérèque (CFDT) et en soirée le président de la Mutualité française, Jean-Pierre Davant, devaient se succéder dans le bureau du ministre.

Premier responsable reçu, M. Mailly a fait part au ministre "des désaccords" de son syndicat avec "le document d' orientation" sur la réforme de l' assurance maladie, jugeant que "tout n' est pas réglé loin s' en faut". En attendant ces consultations, les principaux acteurs de la réforme n' ont pas tardé à exprimer leurs critiques à l' égard des mesures annoncées par M. Douste-Blazy lundi sur France 2. "On va vers un service minimum de la sécurité sociale", a affirmé Bernard Thibault sur RMC, qui ainsi "ne regrette pas" son appel à une journée de manifestations, le 5 juin, aux côtés de l' Unsa, la FSU et le G10. Parmi les pistes de réforme les plus décriées figure la mise à la charge du patient d' "un euro" par consultation. La CFDT, comme la FSU, y voient le risque de "mettre le doigt dans un mauvais engrenage". Le président de la Mutualité française a même indiqué que "personnellement, (il ne pensait) pas que la Mutualité ait à rembourser des taxes que l' Etat a créées pour prélever des recettes de poche". M. Douste-Blazy a notamment en outre proposé lundi une augmentation de la CSG pour les retraités imposables, une mise à contribution légèrement augmentée des grandes entreprises ainsi qu' un recyclage prolongé de la dette cumulée de la Sécu via la Cades (Caisse d' amortissement de la dette sociale). Autant de mesures qui sont contestées par les syndicats.

CARLTON : Faire grève, ne rien obtenir et reprendre le travail ... tout un festival

Les 157 employés du Carlton, en grève depuis six jours, ont décidé de reprendre le travail mercredi matin malgré le refus de la direction de négocier avant la fin du Festival de Cannes, a-t-on appris mardi de source syndicale. "La direction du Carlton a embauché des "extras" pour suppléer au personnel en grève : notre mouvement devenait sans conséquences et poursuivre la grève ne servait à rien", a expliqué à l' AFP Ange Romiti, délégué CGT du Carlton. "L' essentiel a été atteint : nous avons alerté la France et le monde sur l' état désastreux des conditions de travail dans certains hôtels de luxe", a-t-il ajouté, se disant persuadé "qu' il y a eu un avant et un après +grève du Carlton+". Le

délégué CGT du Carlton a demandé au gouvernement d' ouvrir un débat sur les conditions de travail dans l' hôtellerie". Les salariés en grève du palace devaient manifester à nouveau sur la Croisette, mardi en début d' après-midi.

ALSTOM : Paris et Bruxelles jettent les bases d'un accord pour sauver Alstom

Le commissaire européen à la Concurrence Mario Monti et le ministre français des Finances Nicolas Sarkozy ont jeté lundi à Bruxelles les bases d' un accord sur l' avenir d' Alstom, qui éviterait, selon des sources proches du dossier, le démantèlement du groupe

Manifestation à Arles contre les fermetures des usines Nestlé et Lustucru

Des manifestants ont défilé le 14 mai à Arles pour protester contre les fermetures des usines Nestlé à Marseille et Lustucru à Arles.

Des salariés de Nestlé Saint-Menet à Marseille auxquels la direction a annoncé la fermeture du site cette semaine se sont joints au cortège (424 salariés).

Ils ont ainsi pris part à une manifestation prévue de longue date afin de protester contre la fermeture de l' usine Lustucru Riz d' Arles à la suite des inondations de décembre dernier. Jusqu' alors, 146 personnes travaillaient dans cette usine du pays d' Arles.

Cette manifestation avait pour objectif de dénoncer la précarité et la désindustrialisation.